

Réconciliation

Au début, ce n'étaient que des rumeurs murmurées secrètement d'une personne à l'autre. Puis elles se répandirent dans les conversations, circulèrent dans les salons et les clubs, avant de s'établir dans l'esprit des gens comme une explication de la crise ministérielle.

Vous avez certainement compris ce que je veux dire. À peine le « président du Conseil » avait-il déclenché sa crise depuis Paris ou Versailles que les journaux commencèrent à évoquer un désaccord entre lui et un haut fonctionnaire dont l'influence limitait son autorité dans le gouvernement.

Les journaux affirmaient que le « président du Conseil » supportait mal cette limitation et souhaitait soit s'en libérer par la démission, soit rester au pouvoir mais avec une autorité entièrement concentrée entre ses mains, sans partage avec les hauts fonctionnaires.

Le « président du Conseil » revint alors que le pays était déjà rempli de récits sur sa démission, ses causes officielles et ses causes cachées discutées par les journalistes et les conteurs de cafés.

À peine s'était-il rendu à la réception organisée en son honneur que les observateurs remarquèrent l'absence de ce « haut fonctionnaire ». Aussitôt ils établirent un lien entre cette absence et la crise.

Certains prétendaient que ce fonctionnaire n'avait pas seulement évité la réception mais qu'il avait quitté Alexandrie tout entière. D'autres affirmaient au contraire qu'il était resté dans la ville et qu'il avait passé ce moment auprès d'un ministre malade qui n'avait pu assister à la réception.

Les interprétations se multiplièrent, mais les jours suivants persuadèrent la plupart des gens que ce haut fonctionnaire n'était pas entièrement étranger aux difficultés qui compliquaient la vie du ministère.

Tout le monde savait qu'il rencontrait auparavant le « président du Conseil » très fréquemment, qu'il lui rendait visite à son domicile et dans son bureau, qu'ils avaient de longues conversations et qu'il assistait parfois aux réunions du Conseil des ministres. Pourtant, depuis le retour du président, ces rencontres avaient cessé — ou du moins plus personne n'en parlait.

Le « président du Conseil » fit de grands efforts pour convaincre les gens que la maladie seule expliquait sa démission. Mais personne ne le crut vraiment, et les gens avaient leurs raisons. Des hommes parfaitement sains prétendent souvent être malades lorsqu'ils veulent se retirer du pouvoir.

Combien plus facile était-il donc pour un homme dont le nom était déjà associé à la maladie d'utiliser cet argument.

Les Égyptiens conclurent donc que la maladie ne suffisait pas à expliquer la crise. Ils prêtèrent alors attention aux journalistes et aux conteurs d'histoires qui affirmaient qu'un désaccord entre le président et ce haut fonctionnaire avait joué un rôle essentiel.

Puis Al-Ahram renforça encore cette conviction en rapportant avec assurance que lorsque le président envisagea de démissionner, il écrivit en Égypte pour recommander un successeur et proposer un partage du pouvoir : une partie des affaires de l'État resterait sous son autorité au Parlement, l'autre serait confiée à son successeur dans l'administration.

Al-Ahram ajouta que certaines autorités influentes rejetèrent cette proposition, aggravant ainsi la crise.

Naturellement, les gens s'attendaient à voir le « président du Conseil » ou les autorités officielles démentir catégoriquement ces récits. Mais aucun démenti clair ne vint jamais. Les journaux gouvernementaux tentèrent timidement de contester l'affaire, tandis que la parole d'Al-Ahram demeurait forte et convaincante. Les gens finirent donc par croire Al-Ahram.

Hier encore, Al-Muqattam confirma ces récits en racontant la petite réunion organisée chez le « ministre de l'Intérieur », à laquelle participaient le « président du Conseil », son ancien adjoint et ce « haut fonctionnaire ». Là, ils burent ensemble du thé mêlé peut-être à des reproches doux ou amers, jusqu'à ce que les relations s'apaisent.

Il y avait donc bel et bien eu un conflit, et le thé accompagné de reproches avait servi à l'adoucir. Les journaux et les conteurs n'avaient pas inventé cette querelle.

Les gens n'avaient pas tort non plus lorsqu'ils pensaient que le retrait de la démission ne supprimait pas réellement la crise mais ne faisait que la retarder. Car une crise ne disparaît pas tant que ses causes subsistent.

Le simple fait que le ministre de l'Intérieur ait organisé cette réconciliation prouve que tous reconnaissaient que ce conflit restait comme une épine dans la gorge du ministère.

Mais cette épine a-t-elle vraiment été arrachée ? Ou bien a-t-on simplement adouci sa douleur afin que

le thé puisse passer plus facilement dans les gorges, même mêlé de reproches ?

Les partisans du gouvernement affirmeront naturellement que les relations entre le « président du Conseil » et ce « haut fonctionnaire » n'ont jamais été aussi excellentes qu'aujourd'hui. Mais ce sont les mêmes qui prétendaient déjà que le ministère n'avait jamais été plus fort qu'au moment même où le président voulait démissionner.

N'écoutez donc pas trop ceux qui prétendent qu'une tasse de thé a suffi à effacer toutes les difficultés.

Écoutez plutôt l'ancien poète qui décrivait avec plus de vérité les conflits humains :

« Apporte-moi mon arme, car je vois la guerre devenir toujours plus violente.
L'herbe peut pousser sur les tombes des morts,
Mais les blessures des cœurs demeurent telles qu'elles sont. »

Nous espérons sincèrement que l'harmonie reviendra entre ceux qui se sont querellés et que ce thé partagé pourra purifier les cœurs de l'amertume et du ressentiment.

Mais nous espérons davantage encore : non seulement que les affaires du ministère redeviennent stables — car cela nous importe peu — mais surtout que les affaires de l'Égypte elle-même retrouvent leur équilibre.

L'Égypte est plus grande et plus importante que n'importe quel ministère ou n'importe quelle querelle entre fonctionnaires.

Oui, nous souhaitons sincèrement que cette réconciliation permette au « président du Conseil » de se consacrer à la véritable crise des Égyptiens : empêcher les banques de dévorer la richesse du pays, empêcher l'État de saisir les terres des contribuables ruinés, déclarer fermement aux puissances étrangères que l'Égypte paiera ses dettes uniquement en papier-monnaie, et rendre enfin aux Égyptiens le sentiment de sécurité concernant leurs vies et leurs biens.

Nous souhaitons tout cela sincèrement, tout en rappelant à ceux qui se sont réconciliés jeudi que la réconciliation est permise entre musulmans sauf lorsqu'elle rend licite ce qui est interdit ou interdit ce qui est licite.

Et ils savent parfaitement ce qui est licite et ce qui est interdit dans la politique égyptienne. Les querelles personnelles et les réconciliations ne changent pas le destin des nations.

Ce qui provoque réellement les crises, les aggrave et finit par faire tomber les gouvernements, c'est précisément cette corruption qu'aucune politique saine et qu'aucune loi divine ne peuvent accepter : rendre licite l'interdit et interdire le licite.